

# PRODUCTIVITÉ, LE DÉFI DE NOTRE TEMPS

Depuis une vingtaine d'années, les économies européennes, et notamment l'économie française, connaissent un fort ralentissement de la croissance de leur productivité. De quoi susciter de profondes inquiétudes. Car si « *la productivité n'est pas tout, à long terme elle est presque tout* », rappelle Paul Krugman.

La productivité est anémique : comment l'expliquer ? Une première discussion consiste à mettre en avant des déficiences en termes de mesure. Chacun des termes du ratio définissant la productivité fait débat. Les controverses autour de la mesure du PIB<sup>(1)</sup> sont connues. Est notamment mis en avant un défaut de prise en compte de la qualité des services : comment imaginer en effet que le monde des technologies de l'information et de la communication n'aiderait pas à mieux comprendre, comparer, choisir ? L'évolution des modes de vie est aujourd'hui mal prise en considération : que dire de ces consommateurs qui aujourd'hui préparent leurs courses sur Internet ? C'est une production d'usages, non mesurée dans le PIB. Au dénominateur, mesure du travail et mesure du capital font tout autant débat. Évaluer la productivité pour la population au travail ou pour l'ensemble de la population active (incluant les chômeurs de toutes catégories) introduit un premier biais.

## Difficile mesure du capital immatériel

De plus, faut-il ne prendre en compte que les heures travaillées comme élément de mesure du travail ou bien intégrer le niveau moyen de compétences des salariés ? Pour mesurer le capital, on retient le volume de capital fixe productif. Or, aujourd'hui, une grande part de la valeur découle en réalité de capital immatériel qui reste difficile à mesurer. Certaines entreprises sans capital fixe sont parfois considérées comme ayant autant de « valeur » que des entreprises à lourds capitaux fixes (Tesla, que l'on compare à General Motors). D'autre part, on ne s'interroge pas assez sur l'efficacité du capital financier : on mesure comme bénéfique une part de ce capital qui sert en




© Wavebreakmedia / Shutterstock

réalité à nourrir des bulles spéculatives... Les problèmes d'indicateurs sont donc multiples.

Une seconde controverse touche au changement de nature du progrès technologique. Les nouvelles technologies se répandent abondamment, toutefois elles ne se sont pas encore traduites par une accélération durable des gains de productivité. Pourquoi ? Le débat fait rage, en particulier aux États-Unis entre les partisans de Robert Gordon, et les techno-optimistes dans la lignée d'Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee. Pour Gordon, l'hypothèse d'une croissance infinie est une hypothèse discutable et la troisième révolution, celle des technologies de l'information, est infiniment moins puissante : nous entrons dans une phase de stagnation séculaire. Pour les techno-optimistes, les gains de productivité vont apparaître ; il faut simplement plus de temps pour aller cueillir les fruits qui sont « *plus hauts dans l'arbre* ». Le phénomène de destruction créatrice évolue, la productivité diverge de façon croissante entre firmes innovantes (à la frontière) et suiveurs. Selon Philippe Aghion, l'innovation fonctionne aujourd'hui peut-

être davantage qu'avant comme un passage à niveau, ce qui expliquerait l'absence de gain global de productivité. Avec de plus en plus de données sous forme numérique, il devient possible de développer des biens et des services radicalement nouveaux. Mais c'est la combinaison des services et des biens qui permet d'accéder aux gains de productivité futurs. « *Sans révolution des usages, il n'y a pas de croissance* », rappelle Michel Aglietta. « *On ne s'est pour l'instant pas encore approprié cette révolution technologique car elle reposerait sur une combinaison hommes-machines* » selon Lawrence Summers, et non sur une substitution. Dale Jorgenson défend l'idée d'une *hystérésis* de croissance due à la diffusion lente d'une innovation « *productrice d'idées* » plutôt que « *productrices d'objets et à la rencontre progressive des innovations et des nouveaux besoins issus de l'économie durable* ».

Face à ce diagnostic encore trop peu correctement appréhendé, le rôle des institutions publiques est central afin de mener une politique de croissance inclusive et éviter une destruction de la classe moyenne. Favoriser la croissance des entreprises les plus innovantes, encourager un dialogue social et un management de qualité, et surtout renforcer le niveau de compétences de la population active et investir dans les hommes, afin qu'ils puissent se saisir de leur capital éducatif et des nouvelles opportunités issues de l'innovation sont autant de champs de réformes qu'il faut explorer. 

**Carole Ulmer**, directrice des études,  
Confrontations Europe

<sup>1)</sup> Sur la question de la mesure du PIB, lire Michel Aglietta et Carole Ulmer « Retrouver une boussole pour orienter les comptes publics » *Libération*, avril 2016, <http://confrontations.org/nos-recommandations/retrouver-une-boussole-pour-orienter-les-comptes-publics>.